

Faire face à la surexploitation des ressources en eaux souterraines

Dossier de la rédaction de H2o
June 2025

Les nappes phréatiques de la région de Mornag, situées dans le gouvernorat de Ben Arous (nord du pays) sont exploitées à 141 % de leur capacité. Cette surexploitation pose de nombreux problèmes qui pèsent lourdement sur l'ensemble de la région et menacent l'existence des 6 000 hectares de terres irriguées, situées à environ 40 kilomètres de Tunis.

Lors d'un atelier scientifique organisé en mai 2025, à l'initiative du Commissariat régional au développement agricole de Ben Arous, à l'occasion de la Journée nationale de l'agriculture (12 mai), des chercheurs ont souligné que les ressources en eau de Mornag sont constamment menacées. Ils ont insisté sur la nécessité de prendre toutes les précautions nécessaires pour contenir la dégradation de ces ressources. Les présentations scientifiques, rapportées par l'Observatoire national de l'agriculture dans son bulletin de mai 2025, ont révélé une baisse significative et continue du niveau de l'eau dans cette plaine, située dans la banlieue sud de la capitale. Cette baisse varie entre 0,83 et 1,97 mètre par an, selon les zones.

D'un point de vue hydrologique, la plaine de Mornag comprend un système aquifère multicouche composé d'une nappe profonde et d'un niveau argileux. Les problèmes soulevés lors de l'atelier concernent principalement le nombre croissant de puits profonds non autorisés (306 puits sur un total de 1 919), le taux d'exploitation alarmant des nappes phréatiques de Mornag, estimé à 141 %, la baisse continue et importante du niveau des eaux souterraines, l'intrusion d'eau de mer et la salinisation progressive des ressources en eaux souterraines. En conséquence, les participants à l'atelier ont proposé la recharge artificielle des nappes phréatiques, l'utilisation de technologies d'irrigation avancées, le recours au transfert d'eau depuis d'autres régions, la valorisation des eaux usées traitées, et le renforcement de la culture de la collecte des eaux de pluie. Ils ont également insisté sur la nécessité de promulguer un nouveau code de l'eau et de soutenir la sensibilisation aux problèmes liés à l'eau. Au niveau institutionnel, il a été proposé de créer un groupement de développement agricole pour la région. Ce groupement aurait pour mission de gérer les questions liées à l'eau en coordination avec l'administration et les usagers, et d'assurer le suivi et le contrôle de la gestion des ressources en eau. Par ailleurs, les participants à l'atelier ont recommandé la mise en place d'un comité régional de gestion intégrée des ressources en eau, regroupant toutes les parties prenantes, et le renforcement du corps des contrôleurs du domaine public de l'eau.

La Presse (Tunis) - AllAfrica